

AVOIR UNE EXPRESSION COLLECTIVE DES ÉLUS P.S.U.

En mai prochain, dans le cadre d'une Conférence Nationale, le parti doit enfin examiner les problèmes relatifs aux luttes sur le terrain municipal. Ce sera sans doute le moment de dresser le bilan de la participation de nos élus et d'en tirer tous les enseignements, tant du point de vue de la pratique conflictuelle de l'unité avec le PC et le PS au sein de l'institution municipale que des effets sur le parti, ses objectifs et sa stratégie, d'un tel investissement militant.

Reste que l'attitude des élus P.S.U., en temps qu'expression collective de militants intervenant publiquement sous l'étiquette du parti (situation originale par rapport à tous les autres camarades investis dans les luttes sociales et du cadre de vie au travers des syndicats et des mouvements de masse), est aujourd'hui inexistante. Si l'on doit justement se féliciter et populariser l'action de tel ou tel élu sur l'armée à Chambéry, la grève du zèle aux Ullis, etc, on ne peut, en temps que force politique de propositions et d'interventions, se cantonner à cet activisme local, nécessaire, sans intervenir au niveau du champ politique central. A défaut, les pratiques autogestionnaires à la base qui caractérisent l'intervention de nos élus, risquent fort d'apparaître comme d'originales expérimentations sociales incapables d'enfanter une dynamique d'ensemble. Force nous est donc de lier nos pratiques à la base à l'expression politique du parti.

L'occasion me semble être fournie par la récente publication du communiqué commun des fédérations nationales des élus PS et PC. Celui-ci, en donnant une image idyllique de l'état de l'union de la gauche dans les municipalités, entretient le mythe de municipalités, bastions de l'unité isolés du contexte général caractérisé par la désunion, les invectives et la volonté réciproque des deux ex-partenaires de bloquer toutes initiatives de luttes communes à tous les niveaux.

Le PC et le PS portent en la circonstance la grave responsabilité d'illusionner les forces populaires, d'une part sur la capacité de résistance des municipalités de gauche face aux assauts réactionnaires, privées qu'elles sont de la mobilisation et de l'action de la population, d'autre part sur les perspectives à long terme - par exemple entre les 2 tours des élections présidentielles - de reconstruire l'union à partir des bases « unitaires » préservées que seraient les municipalités.

Il faut dénoncer ces magouilles politicardes qui de fait ont pour but :

- de préserver pour chacun des appareils du PC et du PS le magot que représentent les municipalités comme réservoir vital en fric, permanents, base électorale, sans lesquels leurs superstructures bureaucratiques hypertrophiées ne survivraient pas. Tacitement, « nos deux compères » ne peuvent donc scier la branche sur laquelle ils sont assis, réservant à l'opinion une image responsable de gestionnaires respectueux d'accords passés en commun face à leurs électeurs, tandis qu'en coulisse - dans le fonctionnement même des municipalités - c'est la loi du plus fort : « tu me fous la paix, là où j'ai le manche, je te rends la pareille à côté ». D'où, la plupart du temps, outre quelques agitations démagogiques du partenaire minoritaire, c'est le calme plat de la gestion quotidienne... et l'éviction de fait des élus autogestionnaires.

- de justifier l'« Union de la Gauche » comme seule solution crédible, que d'aucuns réaffirment vouloir reconstruire à la base par des décisions de sommet, tandis que les autres attendent que les contraintes électorales des institutions de la V^e ramènent le partenaire à une plus juste prise en compte de... ses intérêts partisans. L'union de la gauche est donc présentée comme conjoncturellement en panne, mais riche d'une pratique préservée dans les municipalités, prête à redémarrer au quart de tour aux prochaines échéances électorales. Réjouissez-vous, peuple de gauche, le PC et le PS roulent pour vous, l'Unique solution est là, ne vous laissez pas dissiper par les sirènes utopistes d'une « gauche différente » prêchant dans nos campagnes pour l'« Unité Populaire » et cautionnant dans nos institutions municipales la pratique de l'Union de la Gauche.

Car là est bien le piège. Si notre pratique d'élus autogestionnaires est bien reconnue par les travailleurs des communes où nous intervenons, nous continuons d'apparaître au niveau politique comme la mouche du coche de l'Union de la Gauche. Nous contribuons donc à maintenir l'illusion de la crédibilité de cette stratégie que par ailleurs nous avons condamnée et considérée depuis mars 78 comme vouée à l'échec.

A moins que notre conception de l'unité conflictuelle avec le PC et le PS, enrichie de l'expression autonome

de notre stratégie d'unité populaire, se concrétise par une démarche collective de tous nos élus dans tous les conseils municipaux où nous sommes présents. Ceci est possible, par la publication, soit par le canal de la F.E.A., soit par celui du parti (suivant l'impact que l'on peut espérer de l'un ou de l'autre, compte tenu de la situation

présente, j'opterais pour le parti afin que cela soit perçu comme un acte résolument politique), d'une déclaration dénonçant la mystification opérée par les élus PC et PS en isolant les municipalités du contexte de la désunion qu'ils entretiennent par ailleurs, et en appelant les élus à refuser partout de voter dorénavant le budget que

PS et PC continuent à présenter comme la concrétisation formelle d'une gestion solidaire d'une municipalité d'Union de la Gauche.

J.C. LE SCORNET
Conseiller Municipal PSU
aux Ulis (Essonne)
